## ENVIRONNEMENT À BATNA

# Aïn-Touta asphyxiée par la poussière des carrières

***Qui mieux que Aïn-Touta connaît les affres du changement du climat? Fontaine des mûriers, elle était drainée par les eaux de trois oueds et connue par ses vergers et cultures maraîchères, sa piscine et surtout son climat et son cadre charmant qui prête au repos et attire les estivants du Sud, biskris, ourguelis...***

Avec les années, la troisième ville de la wilaya de Batna (76 000 âmes) a connu la crise de l'eau pour devenir la commune où l'on résiste le plus à la soif.

Rares étaient les mois où le robinet coulait deux fois pendant la trentaine, moins de deux heures, de nuit et chez ceux qui disposent de pompe. Avec la mise en service du barrage Koudiet Lamdaouar, la satisfaction des citoyens en AEP est grande malgré un tour à trois jours mais de l'eau pour toute la journée.

Depuis des années aussi le cinq juin est un rendez-vous à ne pas rater, rassemblant les élus, les universitaires, et simples citoyens... pour un débat sur la préservation de l'environnement. Jeudi passé, le centre culturel a accueilli la journée d'information et de sensibilisation sur la protection de l'environnement initiée par la direction de l'environnement en collaboration avec un bureau d'études, la Société des ciments de Aïn-Touta et la commune.

Pollution de l'air, pollution de l'eau, dépôts sauvages des ordures ménagères, exploitation sauvage des sables des oueds, manque de verdure... le constat est alarmant, vivement que le premier responsable de la commune prenne le taureau par les cornes. Prise en tenaille entre la cimenterie et pas moins de 39 carrières d'agrégats, la ville de Aïn-Touta est asphyxiée par la poussière qui n'épargne personne : homme, faune, flore et cadre de vie.

Exemple, chaque carrière laisse échapper 5% de sa production en poussière de silice. Sachant qu'aucune de ses carrières n'est équipée en électrophiltre et qu'aucune mesure d'atténuation de la poussière n'est prise par les exploitants comme l'aspiration des poussières, en particulier humidification, et comme la demande de granulat (gravier et sable) est grandissante pour les besoins de la construction et la concrétisation des grands programmes de développements de la wilaya et même des wilayas limitrophes, vous devinez l'ampleur du mal. 1 000 tonnes de granulat équivaut à cinquante tonnes de poussière, c'est vous dire la quantité considérable des dépôts qui agressent les riverains, la végétation, la faune... sans parler des dégâts causés au paysage. Alors peut-on parler des dégâts causés par la cimenterie et dans quelques mois s'ajouteront les poussières de la nouvelle carrière d'agrégats avec une capacité de 250 tonnes par heure ou si vous voulez sa nuisance de 12,5 tonnes de poussière par heure. Pour ces raisons et pour tant d'autres, les participants au nom de la population de Aïn-Touta ont recommandé l'arrêt définitif des autorisations d'ouverture de nouvelles carrières autour de la commune de Aïn-Touta.

Et comme la population de cette cité, selon les statistiques du milieu médical, souffre à 56 % de maladies respiratoires et particulièrement la silicose, et beaucoup, dit-on, sont morts de cancer, les participants n'ont pas manqué de demander aux responsables de la Société des ciments de Aïn-Touta de dégager une enveloppe financière pour diligenter une étude sur les dégâts occasionnés par la poussière à l'homme et la végétation.

Après ce débat sur la pollution de l'air qui a laissé tout le monde sur sa faim, en plus du fait que la direction de l'environnement n'a pu apporter des éclaircissements encore moins des solutions, l'attention s'est braquée sur le centre d'enfouissement technique de la ville de Aïn-Touta complètement achevé et prêt à l'exploitation sauf que sa date de mise en service reste inconnue.

Entre-temps les travaux de fermeture et d'éradication de la décharge sauvage de la commune sise à Cherraf El Halfa sont en voie d'achèvement. Après le transfert des déchets vers une zone de confinement, on a procédé à leur couverture préliminaire avec la mise en place du système de captage de biogaz et de traitement de lixiviations, à la couverture finale et imperméabilisation du site, il ne reste en fait que son intégration dans son milieu naturel et son aménagement. C'est-à-dire plantation, voies d'accès et sécurisation du site… Cependant le retard mis dans l'ouverture du CET contrarie beaucoup les plans de la commune qui a transféré les déchets ménagers vers un autre endroit sur la route de Maâfa. Temporairement, dit-on, mais comme chez nous le temporaire dure, vive la galère ! Signalons que les équipements du CET de Barika ont été volés et le temporaire chez eux est devenu définitif.

Si en ce qui concerne le problème des eaux usées de la commune de Aïn-Touta la station d'épuration va régler en partie la problématique de la pollution des eaux tout en fournissant de l'eau dirrigation pour les vergers des Tamarins, l'extraction des sables des oueds constitue un souci majeur pour l'environnement : élargissement des seuils des oueds, érosion des terres, débordement des eaux lors des inondations en plus de tous les dangers qui s'ensuivent.

Ce problème en plus de celui des dépôts des résidus des poulaillers de Chihet constituent des dangers pour les terres agricoles.

Les participants ont recommandé la prise en charge de ces phénomènes par les réglementations en vigueur.

En somme, une journée qui a apporté de l'eau au moulin du Dr Yahiaoui, un P/APC et aussi un militant de la protection de la nature. Une semaine après son installation à la tête de la commune, il crée une pépinière au sein même de la mairie avec des plants d'arbres à croissance rapide.

**Houadef Mohamed**

## SONELGAZ DE SÉTIF

# Lancement de l'opération de l'emprunt obligataire

***La direction régionale de Sonelgaz à Sétif lancera, aujourd'hui mercredi, la cinquième opération de l'emprunt obligataire de Sonelgaz et ce à l'occasion d'une journée d'information et de sensibilisation prévue au niveau du musée de Sétif, en présence des autorités locales et des plus importants investisseurs de la région.***

Le groupe public Sonelgaz a lancé, depuis le 2 juin dernier, un nouvel emprunt obligataire ouvert au grand public, d'un montant de 25 milliards de dinars, environ 250 millions d'euros, et ce, pour financer ses projets d'investissement prévus pour la période 2008-2017.

«Les projets d'investissement de Sonelgaz comprennent la réalisation de nouveaux ouvrages de production, de transport et de distribution de l'électricité, de transport et de distribution de gaz ainsi que la réhabilitation. Ce programme prévoit la réalisation de treize centrales de 7 236 mW. Il comprend aussi la réalisation de 58 742 km de réseau, dont 6 882 km de lignes haute tension, ainsi que plusieurs postes de transformation haute, moyenne et basse tension. Le programme prévoit également la réalisation de 8 729 km de canalisations de transport de gaz et de 35 737 km de réseau de distribution, ainsi que 389 postes de détente du gaz», a tenu à affirmer M. Redouane, directeur régional de Sonelgaz (Sétif1).

Pour ce qui est de cet emprunt obligatoire, d'une durée de 6 ans, les obligations seront émises sous forme de titres au porteur dont la valeur nominale est de 5 000 DA chacune, avec des intérêts à taux progressifs atteignant les 6,5% la dernière année. Ces titres se feront rembourser la totalité de leur capital à l'échéance de l'emprunt, soit le 1er juin 2014.

Pour les banques impliquées dans cette importante opération financière, il s'agit de la BNA, la BADR, la BEA, BNP Paribas, la CNEP-Banque, CPA, et Société Générale.

Selon le directeur régional de Sonelgaz à Sétif, la demande en énergie électrique dans notre pays devrait connaître une croissance moyenne de 6,7% par an, passant de 31 000 gWh en 2007 à plus de 55 515 gWh en 2016. «Une demande qui s'accompagne, rien qu'en matière de production, d'une puissance maximale devant passer de 6 411 mW en 2007 à environ 11 230 mW en 2016. Aussi, le nombre de clients passera de 6 millions en 2007 à près de 8 millions en 2016.

C'est dans ce contexte que «Sonelgaz prévoit d'investir d'ici 2017, 2111 milliards de dinars, soit 30 milliards de dollars, dont près de 50% sont à la charge de l'entreprise, et l'autre moitié financée par le budget de l'Etat.»

Notons que Sonelgaz, confrontée depuis plusieurs années à un problème de recouvrement de ses créances, notamment des administrations et des entreprises publiques, a lancé entre 2004 et 2006 quatre autres emprunts obligataires d'un montant global de 570 millions d'euros destinés à financer ses investissements. Pour rappel, Sonelgaz affiche un chiffre d'affaires annuel de près de 1,2 milliard d'euros.

## EXAMENS DE FIN D'ANNÉE À ADRAR

### CORRECTION DES ÉPREUVES DU BEM

# Le compte à rebours a commencé

Le compte à rebours a commencé et la correction des épreuves du BEM, qui déterminera les reçus, va bientôt commencer. Aussi, au niveau de l'unique centre de correction de la wilaya qu'abrite le CEM Ali-Ibn-Abi-Taleb, les préparatifs vont bon train et l'équipe administrative veille au peigne fin et au bon déroulement des opérations.

Hébergement, restauration, préparation des salles, un travail de rude haleine qui n'a rien enlevé de la détermination du personnel rodé et habitué à de pareilles opérations en de pareilles circonstances. M. Bengenoume, président du centre et son équipe, composée de quatre secrétaires principaux : Si Merabet, Metaoui, El Jilal et Benhadra, d'un ingénieur et d'agents de saisie, sont arrivés jeudi d'Oran par le vol régulier d'Air Algérie. Après avoir pris possession de leurs quartiers, ils ne tardèrent pas à s'atteler à la tâche. En effet, un dur labeur les attendait, où la vigilance et la concentration sont de rigueur. Rien ne doit être laissé au hasard.

Une fois le matériel informatique installé, la saisie des notes d'éducation physique, de musique et de dessin est lancée. Les claviers gémissent sous l'impulsion de doigts habiles et aguerris. Les staffs administratif et de correction ont pensé à tout : affichage d'orientation, pancartes rappelant l'interdiction d'utiliser les téléphones portables et de fumer dans les classes. Même un coin fut réservé aux chefs de centres de correction, une fois la livraison des copies terminée, pour prendre un moment afin de déguster un bon thé.

La visite du wali et du directeur de l'éducation a permis de passer en revue toutes les structures réservées à cet effet : les salles de codification, d'informatique, la banque. Tout est ordonné, les explications fournies au wali qui porte un intérêt particulier et un suivi régulier aux examens ont encouragé le staff à redoubler d'efforts. Toutes les salles de correction sont entièrement climatisées, l'eau fraîche est partout. La restauration concerne l'ensemble. Toutes les commodités ont été étudiées et mises en place afin de permettre à chacun de débuter l'évaluation de nos candidats dans de bonnes conditions où règnent la sérénité et une bonne ambiance de travail.

La correction durera une semaine et les résultats ne seront connus et affichés qu'à partir du 19 juin.

### BACCALAURÉAT

# Un bon suivi du déroulement

Au niveau de la Direction de l'éducation d'Adrar, c'est le branle-bas de combat. Chacun est désigné pour s'acquitter d'une tâche bien définie.

Dans une grande salle mitoyenne au bureau du DE, une cellule est active depuis le début des examens. Sous la houlette du S/G, M. Kaddour, toutes les informations qui ont trait au déroulement du bac sont recueillies, synthétisées pour être ensuite envoyées directement au ministère de l'Education.

Apparemment, tout semble se dérouler dans de bonnes condition. L'équipe des observateurs, conduite par le trio Mansouri-Ziane-Brixi, n'hésite pas à se déplacer pour s'enquérir sur place de la réalité. Un véhicule leur a été alloué pour leur faciliter grandement la tâche. D'ailleurs ils disposent d'un bureau, d'une ligne téléphonique, d'un fax, enfin de toutes les commodités pour faire correctement le travail pour lequel ils ont été désignés. 75 observateurs ont été affectés dans les 25 centres prévus pour le bac. De son côté, le ministère, cette année a décidé, en plus de ces observateurs, de dépêcher un inspecteur central en la personne de M. Kaïboua Larbi qui s'est attelé à la tâche dès son arrivée.

Avec le DE (M. Abdelali), ils ont pratiquement sillonné le vaste territoire de la wilaya dans les deux axes sud-ouest et sud-est (vers Soulef et Timimoun). Ainsi, pendant cinq jours, les tournées sont harassantes mais portent leurs fruits et chacun ressent une satisfaction personnelle, celle d'avoir contribué au rendez-vous du bac, dont les résultats seront affichés à partir du 10 juillet.

# Des fraudeurs et des mécontents

Les épreuves du bac tirent bientôt à leur fin et on compte 169 absents pour des raisons que l'on ignore. Le taux le plus important étant détenu par les candidats libres (142) et seulement 27 pour ceux scolarisés. Le taux enregistré cette année est de 4,77 %. D'après les responsables des examens au niveau de la Direction de l'éducation, aucun incident n'a été signalé à part des cas de fraude, cinq au total. Les fraudeurs ont été carrément exclus des centres, comme quoi, on ne badine pas avec le règlement, ou on sait ou on ne sait pas.

Au niveau de la maison de rééducation d'Adrar, 9 détenus tentent leur chance pour décrocher ce fameux diplôme. Parmi eux, un détenu ayant bénéficié de la liberté conditionnelle qui n'a pas hésité à parcourir plus de 1 200 km pour se rendre de Saïda à Adrar et être présent au rendez-vous. Les surveillants ont boycotté la restauration du lycée El-Maghili qui, d'après eux, était de mauvaise qualité ainsi que les conditions de prise en charge. Leur rassemblement devant le centre de déroulement des examens explique leur mécontentement.

**El Hachemi S.**